

act:onaid
pour des peuples solidaires



ActionAid France - Peuples Solidaires
Rapport annuel 2017



Photo de couverture

Nous avons rencontré cette jeune femme haïtienne en mars 2017 dans la région de Boca de Mao, au nord de la République dominicaine. Elle vit avec son compagnon, ouvrier agricole, à proximité de l'une des plus importantes plantations de bananes et complète leurs revenus en cumulant les emplois précaires dans l'industrie touristique.

© Eros Sana - Collectif Œil pour ActionAid France

Édito

Tout au long de l'année 2017, ActionAid France - Peuples Solidaires a soutenu les luttes pour les droits de celles et ceux qui font tourner l'économie mondiale tout en payant le prix d'une mondialisation inégalitaire.



Birthe Pedersen,
Présidente

C'est le cas des 55 millions de travailleuses domestiques dans le monde. Avec nos partenaires d'ActionAid International en Inde, au Bangladesh, en Zambie ou en Ouganda mais également en France, lors d'une journée d'action à Paris, les travailleuses domestiques sont sorties de l'ombre pour revendiquer leurs droits.

Ce sont les mêmes droits à des conditions de travail dignes qui ont été défendus avec les syndicats des travailleurs et travailleuses des plantations de bananes, d'ananas ou de melon en Équateur, au Costa Rica, en République dominicaine ou au Honduras. Quelques succès remarquables ont été remportés, dans un climat qui reste très tendu.

Pour mettre fin à la « cavale des multinationales », selon le titre du rapport publié avec Les Amis de la Terre en octobre dernier, nous avons contribué à l'adoption de la loi sur le devoir de vigilance des entreprises le 27 mars 2017, et nous maintenons la pression pour que la France joue de son influence en faveur du projet de convention internationale débattu en ce moment à l'ONU.

C'est dans ce sens que nous avons mené notre plaidoyer pour la souveraineté alimentaire au sein du réseau d'ONG Coordination Sud. Nous avons également soutenu des paysannes et des paysans sur le terrain, grâce au partenariat avec ActionAid Sénégal et à travers les projets portés par nos groupes locaux.

L'implication de ceux-ci dans « Le Parti de la Solidarité », pour interpeller les candidat·e·s aux élections législatives de juin, montre l'intérêt de notre structure fédérale. Cet ancrage militant dans la société civile, en France comme avec nos partenaires ailleurs, restera au cœur de nos orientations pour mener partout notre combat pour la justice et la solidarité.

En tournant le regard vers cette année 2017, nous mesurons tout le chemin parcouru en un an grâce à nos membres et à nos militant·e·s, à notre équipe salariée et à toutes les personnes qui nous témoignent leur confiance et leur soutien par leurs dons.

Un grand merci à toutes et tous !

À propos de nous

ActionAid France - Peuples Solidaires est une fédération d'associations locales et d'adhérent·e·s individuel·le·s, elle-même affiliée à la fédération ActionAid International.

Depuis sa création en 1983, notre association a fait sienne la **Déclaration universelle des Droits de l'Homme** selon laquelle « *tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité* » (article premier).

Nous misons sur la solidarité internationale et sur la défense des droits économiques, sociaux et culturels* pour construire un monde plus juste, en agissant aux côtés et non à la place des femmes et des hommes qui se mobilisent pour leurs droits.

Notre gouvernance :

Notre fédération rassemble 45 associations à travers toute la France – les groupes locaux – et une centaine d'adhérent·e·s individuel·le·s. Elle est dirigée par des bénévoles, élu·e·s parmi les membres des groupes locaux et les adhérent·e·s individuel·le·s.

Ces bénévoles rejoignent notre Conseil National, qui vote notre budget et nos grandes orientations, ou l'une de nos quatre commissions thématiques. Les membres du Conseil National et des commissions se réunissent au moins quatre fois par an.

*tels que définis dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté par les Nations Unies en 1966.

Nos principaux domaines d'intervention :

- **la dignité au travail** : salaires et conditions de travail décentes, sécurité, protection sociale et liberté syndicale pour tou·te·s ;
- **le respect des droits des femmes** dans toutes les situations de travail et la lutte contre les stéréotypes de genre ;
- **la souveraineté alimentaire** : défense de l'agriculture familiale et paysanne contre les accords de libre-échange et les accaparements de terres, soutien à la transition agro-écologique...
- **la pression sur les entreprises pour qu'elles assument leur responsabilité sociale** et cessent de violer les droits humains.

Nos moyens d'action :

Nous informons le public, mobilisons les citoyens et citoyennes, alertons les médias, faisons pression sur les responsables politiques et économiques pour faire aboutir les revendications des organisations, mouvements sociaux et syndicats qui nous sollicitent, partout dans le monde.

En 2017 nous avons :



enquêté

sur les violations des droits humains en Équateur, en Tunisie et en République dominicaine.



renforcé

des syndicats et des associations au Bangladesh, en Équateur, en Inde, au Pakistan, au Sénégal et en Tunisie.



interpellé

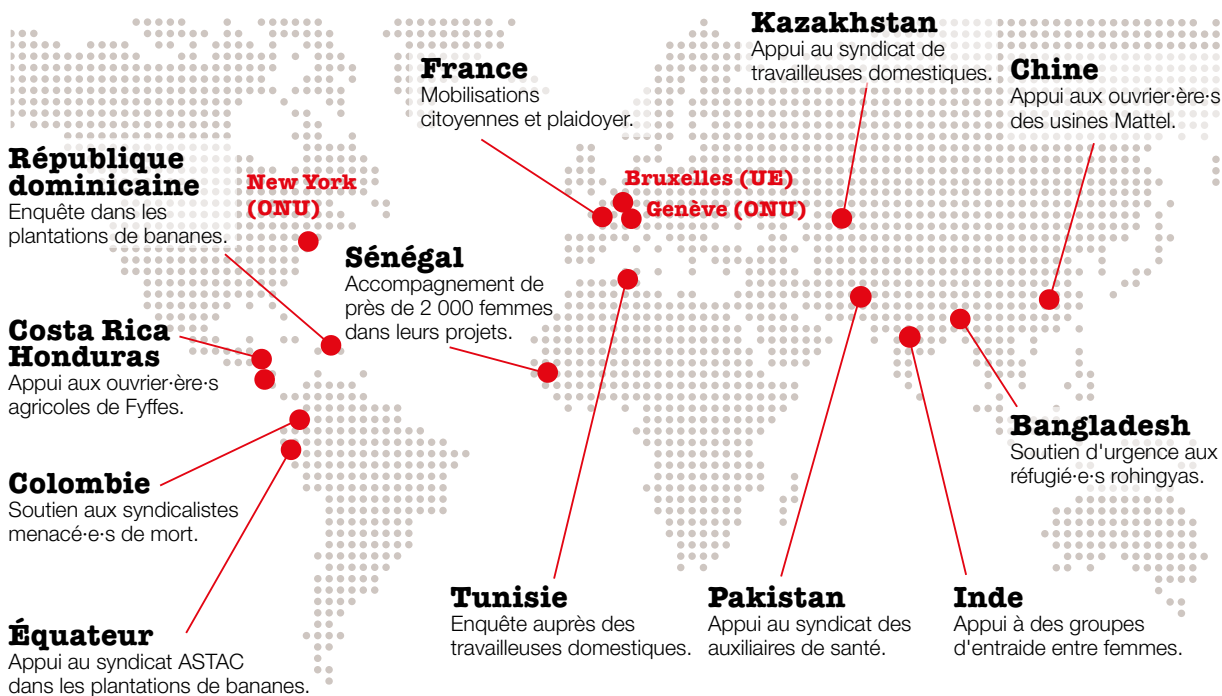
les groupes Bolloré, Lidl, Fyffes et Mattel, et les élu·e·s en France, en Colombie et au Kazakhstan.



occupé

les espaces de décision : Assemblée Nationale, Conseil de l'Europe, Nations Unies...

À travers le monde :



Notre mission

Renforcer, relier et amplifier des combats menés localement pour défendre les droits économiques, sociaux et culturels.

© ActionAid France - Peuples Solidaires

Les temps forts de l'année



© Fair Toys Donation

20 février
Appel Urgent pour les
ouvrier·ère·s des usines
Mattel en Chine.

13 mars
Rencontre à New York de
la **Commission Femmes à**
l'ONU, pour des services
publics adaptés au travail
des femmes.

27 mars
Entrée en vigueur
de la **loi sur le**
devoir de vigilance
des multinationales.



© PI, Paradis fiscaux

4 avril
Organisation d'un « **lobby**
tour » à **Paris** pour dénoncer
l'évasion fiscale.



© Féd. syndicale UITA

1^{er} mai
Appel Urgent pour les
ouvrier·ère·s agricoles
au Costa Rica et au
Honduras.

1^{er} mai
Mobilisation en France
pour les droits des
femmes au travail.

du 18 mars au 11 juin
Campagne en France auprès des candidat·e·s aux élections présidentielles et législatives :
Prenons le parti de la solidarité

du 20 au 26 mars
Mission en République
dominicaine, à la
rencontre des
ouvrier·ère·s agricoles.

17 avril
Mobilisation
pour la **Journée**
internationale
des luttes
paysannes.

20 et 21 mai
Assemblée
Générale
d'ActionAid
France

18 mars
Appel Urgent pour les
travailleuses domestiques
au Kazakhstan.



© NTG Kakshapati

17 mai
Campagne #AskLidl pour
une politique d'achats
responsable de la part de
l'entreprise.



© Le Juste Fruit !



Jorge Acosta
Cofondateur du syndicat de la banane **ASTAC** en Équateur

“ Dans mon pays, les plantations emploient près de 200 000 personnes et jusqu'à 2 millions de personnes dépendent du secteur. Toutes sont exploitées et voient leurs droits bafoués.



16 et 17 juin
Pétition et manifestation
 à Paris pour les travailleur-se-s domestiques.

18 septembre
Appel Urgent
 pour la protection de syndicalistes colombien-ne-s.



du 15 au 30 novembre
 Animations autour du documentaire **Hold Up sur la banane**, dans le cadre du **Festival AlimenTERRE**.

du 2 au 4 octobre
 Participation au **premier forum des travailleur-se-s de la banane** en Équateur.

du 7 au 9 novembre
 Participation au **Forum mondial de la banane**.

du 23 au 27 août
 Participation à l'**Université d'été des mouvements sociaux** à Toulouse.

26 octobre
 Mobilisation des ONG françaises **contre les coupes budgétaires** dans l'aide publique au développement.

du 10 au 13 août
Mission en Tunisie, à la rencontre des travailleuses domestiques.



12 octobre
 Lancement de la **campagne pour un traité international** encadrant les multinationales.



10 novembre
 Audition à Lille dans le cadre de notre **plainte contre Auchan**, 4 ans après le drame du Rana Plaza.

En plus de cela, les personnes qui habitent près des plantations sont rendues malades par les pesticides. (...)

La solidarité internationale, en particulier des Européens, est très précieuse car ils ont le pouvoir de dire à ceux qui leur vendent les fruits : nous ne voulons pas de fruits qui viennent de l'exploitation et de la violation des droits des travailleurs. ”

Dignité au travail

L'année 2017 a été l'occasion d'intensifier notre mobilisation pour des conditions de travail décentes dans les plantations de bananes et d'autres fruits tropicaux.

Nous demandons à Lidl de payer le juste prix des bananes

En 2016, nous avons lancé une grande campagne d'information pour que Lidl, premier supermarché européen en terme de chiffre d'affaires, demande à ses fournisseurs de respecter la législation du travail et les droits de leurs ouvrières et ouvriers.

En janvier 2017, notre deuxième rendez-vous avec le co-gérant, le porte-parole et quatre autres responsables de Lidl en France et en Allemagne, n'a pas abouti et nous avons donc intensifié notre campagne.

11 142 personnes ont participé à l'opération #AskLidl par courriel, sur Facebook ou sur Twitter. Notre pétition en ligne, relancée à cette occasion, a recueilli en tout plus de 65 000 signatures. Des militant·e·s déguisé·e·s en bananes se sont infiltré·e·s dans le public pour tendre un carton rouge à Lidl pendant un match de la ligue nationale de handball, dont l'entreprise est le principal sponsor...

Ces actions ont contraint la multinationale à annoncer sur Twitter : « *Lidl France s'est engagé et ne vend plus de bananes d'Équateur* ». Nous demandons à Lidl de revenir sur cette décision qui pourrait priver d'emploi les ouvrier·ère·s agricoles. La chaîne de supermarchés doit accepter de réduire un peu ses marges pour payer le juste prix des bananes et demander à ses fournisseurs de respecter le droit du travail.

Un travail de plaidoyer intense

Nous nous sommes aussi efforcé·e·s de porter la parole de nos partenaires locaux dans les espaces de négociation et de décision internationaux. C'est pourquoi nous avons :

- co-animé avec l'association anglaise *Banana Link* un groupe de travail entre chercheur·se·s et ONG sur la régulation des filières d'approvisionnement des supermarchés ;
- co-organisé le séminaire *Prix bradés, droits bafoués* dans le cadre de l'Université des mouvements sociaux organisée par *Attac* à la fin du mois d'août ;

- pris part au *Forum mondial de la banane* organisé par la FAO (organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation) à Genève du 7 au 9 novembre... ce qui nous a permis de faire valoir les revendications des ouvriers et ouvrières de la plantation Matias, en Équateur, auprès des représentants de Lidl et du label *Rainforest Alliance* ;
- animé le 15 novembre un atelier sur le rôle des supermarchés pendant le séminaire sur la santé et la sécurité des travailleur·se·s de la banane organisé par le *Comité Français pour la Solidarité Internationale*.

Soutien aux syndicalistes en Amérique Latine

Du 2 au 4 octobre à Guayaquil, en Équateur, nous avons participé au premier forum des travailleurs et travailleuses de la banane organisé par le syndicat ASTAC qui nous a demandé d'en être partenaire. Nous en avons profité pour participer à l'action de protestation des petit·e·s producteur·rice·s et travailleur·se·s qui n'avaient pas été invité·e·s au forum des exportateurs de bananes, à l'hôtel Hilton de Guayaquil.

Nous avons aussi lancé deux Appels Urgents :

- en mai pour demander la fin des licenciements abusifs et des discriminations à l'encontre de syndicalistes dans les plantations du groupe Fyffes (ananas au Costa Rica et melons au Honduras) ;
- en septembre pour demander au gouvernement colombien d'assurer la protection de syndicalistes menacé·e·s de mort dans l'agro-industrie.

Enquête en République dominicaine

Du 20 au 26 mars 2017, avec les associations *BananaLink* (Grande-Bretagne) et *GVC* (Italie), nous avons enquêté sur la situation des haïtien·ne·s qui passent la frontière clandestinement pour travailler dans les plantations de bananes en République dominicaine. Un dossier de presse en ligne a été réalisé pour attirer l'attention des médias. Des reportages fouillés sont ensuite parus dans la presse française, italienne et polonaise.

De ce voyage, nous avons tiré une exposition photographique destinée à sensibiliser l'opinion publique en France, et un projet de permanences juridiques dans les plantations, qui devrait voir le jour l'an prochain.



République dominicaine

Premier pays exportateur de bananes biologiques, la République dominicaine exploite des centaines de milliers de migrant·e·s haïtien·ne·s dans des conditions indignes.

© Eros Sana - Collectif Œil pour ActionAid France

Publications :



Tonbé Doubout

Livret accompagnant l'exposition photographique d'Eros Sana (Collectif Œil), venu avec nous à la rencontre des ouvrier·ère·s haïtien·ne·s dans les plantations de bananes dominicaines.



Equitable, durable, responsable... Se repérer dans la jungle des labels

Un guide pratique conçu avec FAIR[e] un monde équitable, qui décrit les principaux labels existants, leurs exigences et parfois leurs lacunes.



www.storyofbanana.com/fr

Les bananes ne poussent pas toutes seules ! Dans le cadre du projet *Le Juste Fruit ! (Make Fruit Fair)*, un web-documentaire qui dévoile les conditions de production de l'un des fruits les plus consommés au monde, en s'appuyant sur des chiffres et des témoignages.

Responsabilité Sociale des Entreprises

Les engagements éthiques des entreprises deviennent des arguments de vente... mais restent trop souvent de la poudre aux yeux ! Nous militons plus que jamais pour une véritable régulation des pratiques.

Mobilisation contre l'évasion fiscale

Un an après le scandale des *Panama Papers*, nous avons pris une part active dans la semaine mondiale d'actions lancée par l'*Alliance Globale pour la Justice Fiscale*.

Début avril, nous avons co-organisé une table-ronde avec les candidat-e-s à l'élection présidentielle pour les inciter à prendre position, puis le « lobby tour » : une manifestation itinérante dans Paris entre les magasins ou les sièges sociaux de champions de l'évasion fiscale : Société Générale, MacDonald, PricewaterhouseCoopers, EDF, Starbucks, BNP Paribas, Total et Engie.

Nous n'avons pas oublié le drame du Rana Plaza au Bangladesh

En lien avec ActionAid Bangladesh et l'ONG française *Sherpa*, nous avons continué à militer pour le respect des normes de sécurité et un salaire décent dans les usines textiles du pays. Malgré quelques progrès depuis l'effondrement du Rana Plaza en 2013, beaucoup reste à faire !

Le 25 janvier, nous avons été invité-e-s par le Conseil de l'Europe à présenter notre point de vue sur la responsabilité des multinationales dans ce drame qui a tué ou blessé des milliers d'ouvrières et d'ouvriers.

Le 10 novembre, nous avons été convoqué-e-s par le juge d'instruction en charge du suivi de notre plainte contre Auchan, l'un des principaux clients de l'usine qui s'est effondrée. Nous nous sommes rendu-e-s à cette audition à Lille avec les associations *Sherpa* et *Éthique sur l'étiquette*, nos co-plaignants.

Adoption d'une loi pionnière en France

La loi française relative au devoir de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre est entrée en vigueur le 27 mars 2017. Ce succès résulte d'un travail collectif avec plusieurs associations et syndicats, membres comme nous du *Forum citoyen pour la responsabilité sociale des entreprises*.

Mais la loi reste mal connue du grand public et des ONG, ce qui risque d'en réduire la portée.

Nous avons donc organisé en 2017 plusieurs événements et campagnes d'information :

- le 21 février, organisation d'une conférence à l'Assemblée Nationale avec nos partenaires ;
- le 6 juillet, co-organisation d'une formation pour une trentaine d'associations françaises de défense de l'environnement et/ou des droits humains ;
- publication en juillet d'un document de présentation sous forme de questions-réponses, dans le cadre du *Forum citoyen pour la responsabilité sociale des entreprises* ;
- publication en octobre, avec *Les Amis de la Terre*, du rapport *Fin de cavale pour les multinationales*.

Les premiers plans de vigilance doivent être publiés en 2018. En 2019, les multinationales ayant failli dans la mise en œuvre de leur plan pourront être poursuivies en justice en cas d'atteinte grave contre les droits humains ou contre l'environnement.

Vers un traité à l'ONU

Depuis 2015, un projet de traité est en cours de réflexion à l'ONU pour contraindre les multinationales à respecter l'environnement et les droits humains.

Nous faisons partie de la coalition d'ONG et de syndicats qui s'est constituée pour défendre ce projet contre les lobbies économiques et les réticences des États occidentaux : l'*Alliance pour un traité encadrant les multinationales (Treaty Alliance)*.

Le 25 août, à l'occasion de l'*Université d'été des mouvements sociaux* organisée par *Attac*, nous avons invité le syndicaliste équatorien Jorge Acosta à participer à notre atelier sur le projet de traité, qui a rencontré un grand succès.

En octobre, nous avons lancé avec *Les Amis de la Terre* une pétition en ligne demandant à la France de soutenir un texte ambitieux. Plus de 7 000 personnes ont interpellé le Président de la République.



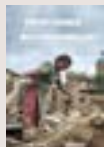
France
 Total, Danone, Casino, Décathlon, Société Générale... près de 150 entreprises doivent désormais adopter un plan de vigilance pour le respect de l'environnement et des droits humains.
 © Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires dont fait partie ActionAid France - Peuples Solidaires

Publications :



Loi française relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre
Questions fréquemment posées

Quelles obligations crée la loi ? quelles entreprises sont visées ? avec quelles échéances ?... 9 questions-réponses pour tout savoir sur cette loi adoptée en mars 2017, par le *Forum citoyen pour la responsabilité sociale des entreprises* dont fait partie ActionAid France - Peuples Solidaires.



Fin de cavale pour les multinationales ? D'une loi pionnière en France à un traité à l'ONU

Un rapport réalisé avec *Les Amis de la Terre France*, qui décrypte les enjeux de la loi au travers de trois cas concrets : un projet de « bioraffinerie » mené par Total, un terminal d'exportation de gaz de schiste soutenu par la Société Générale, et l'exploitation des producteurs de bananes en Équateur.

Droits des femmes

Pour une femme, travailler et vivre dignement de son travail reste partout dans le monde plus dur que pour un homme. Nous nous élevons contre cette injustice !

Un soutien accru aux femmes engagées pour leurs droits

Au Pakistan, les femmes employées par l'État comme auxiliaires de santé communautaires se sont organisées en syndicat pour lutter contre les retards de paiement de leurs salaires – qui peuvent atteindre plusieurs mois –, obtenir une protection sociale et dénoncer la corruption qui les prive de moyens de travail. Après des années de grèves et de démarches auprès des tribunaux, nous les avons aidées en 2017 à mesurer les forces et faiblesses de leur syndicat, pour renforcer leurs capacités d'action.

Au Kazakhstan, nous avons répondu à l'appel des travailleuses domestiques dont le syndicat venait d'être interdit par le gouvernement. Notre Appel Urgent en faveur des syndicalistes menacé-e-s de prison après la dissolution de la *Confédération des syndicats indépendants* a été signé par plus de 35 000 personnes. Il a été remis à l'ambassade du Kazakhstan en France en mai 2017.

Au Bangladesh et en Inde, nous avons soutenu financièrement le programme d'ActionAid pour **aider les femmes habitant en milieu rural à prendre davantage de place** au sein de leur communauté et défendre leurs droits.

Enfin en Tunisie, nous avons apporté notre concours à une association féministe souhaitant **améliorer les conditions de travail des employées de maison et développer les possibilités de mobilisation de ces personnes très isolées.** Nous avons apporté notre appui à la réalisation d'une étude dont la parution, en octobre, a eu un fort retentissement en Tunisie. L'association a pu, suite à cette étude, nouer de nouvelles alliances avec les syndicats du pays et porter de nouveaux projets contre l'exploitation des travailleuses domestiques, souvent mineures.

Plaidoyer au plus haut niveau

Le 13 mars, alors que la commission des Nations Unies sur la condition des femmes se réunissait pour la 61^{ème} fois à New York, nous avons co-

organisé une rencontre importante. Il s'agissait, avec le soutien de la mission permanente de la France à l'ONU et l'*Institute of Development Studies* (IDS) de **faire comprendre l'importance de services publics adaptés** (accès à l'eau, transports publics, crèches et maisons de retraite...) pour permettre aux femmes de sortir de la sphère domestique et de gagner leur autonomie. Plusieurs de nos demandes ont été reprises dans la déclaration finale de la commission des Nations Unies.

Nous avons aussi interpellé en France les candidats et candidates aux élections législatives et présidentielles, dans le cadre du *Parti de la Solidarité* (plus d'informations en page 16). Notre expertise sur ce thème est reconnue par le Ministère des affaires étrangères, qui nous a invité-e-s à contribuer à sa réflexion sur les politiques d'aide au développement et de défense des droits des femmes.

Le travail domestique en ligne de mire

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime à **55 millions le nombre de travailleuses domestiques, dont deux tiers vivent en Asie et en Amérique latine.** Ces femmes – employées de maison, bonnes et autres nounous – qui travaillent pour une famille et dorment souvent sur place, sont particulièrement vulnérables. Leur travail n'est pas reconnu à sa juste valeur et les prive de toute perspective.

Afin de faire respecter leurs droits, les États membres de l'OIT ont adopté une Convention (n°189) que la France n'a toujours pas ratifiée alors qu'elle devrait donner l'exemple et user de son influence pour que d'autres États en fassent autant.

Nous avons donc saisi l'occasion du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, puis celle du 16 juin, journée internationale des travailleurs et travailleuses domestiques, pour manifester et faire entendre leur voix. La pétition que nous avons lancée en juin à l'intention du gouvernement français a recueilli un peu plus de 13 000 signatures. Relancée en 2018, elle sera remise au gouvernement en novembre.



Tunisie

Le travail domestique est devenu ces dernières années le deuxième secteur d'emploi féminin. Plus de 40 000 femmes sont concernées. La plupart ont débuté très jeunes, après avoir quitté leur famille à la campagne ou dans un pays voisin.

© Kasia Streck pour ActionAid France

Publications :



Remue-ménage en Tunisie : la condition des travailleuses domestiques en question(s)

Une étude qualitative réalisée avec notre soutien par l'Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement (AFTURD).



Reconnaître le travail de care des femmes au Pakistan : la lutte des Lady Health Workers pour leurs droits et dignité

L'analyse des forces et faiblesses du syndicat PILER, fondé par des auxiliaires de santé communautaires pour défendre leurs droits.



De l'invisibilité à l'égalité : faire progresser les droits des femmes

Les acteur-riche-s politiques ont un rôle décisif à jouer dans la défense des droits des femmes, aussi bien en France qu'à l'international. Cette fiche décrit 5 leviers d'action prioritaires.

Souveraineté alimentaire

Nous nous mobilisons contre les initiatives internationales qui, sous couvert de lutte contre la faim, favorisent l'agro-industrie au détriment des paysannes et des paysans.

Un argumentaire étoffé et partagé

Nous avons animé un groupe de réflexion sur l'agriculture et l'alimentation au sein de Coordination SUD, qui rassemble la majorité des ONG françaises de solidarité internationale.

Cet espace de collaboration nous a permis de :

- **dénoncer la privatisation des semences**, qui contraint les paysannes et les paysans à acheter de nouvelles graines chaque année et réduit la biodiversité agricole ;
- **promouvoir l'agro-écologie et le droit à l'alimentation** pour lutter contre la faim et contre le changement climatique sans pénaliser les paysan·ne·s ;
- **demander la régulation du commerce** des produits agricoles, pour une juste rémunération des paysan·ne·s et des ouvrier·ère·s agricoles.

Les argumentaires produits dans ce cadre ont été remis aux membres du Conseil des Droits de l'Homme (ONU) et développés pendant la 44^{ème} session du Comité de la sécurité alimentaire (ONU) qui s'est tenue à Rome en octobre.

Nous avons aussi rejoint la coalition internationale d'ONG qui milite **pour une Déclaration Universelle des Droits des Paysan·ne·s**, qui donnerait la valeur de droits humains à des droits émergents mais essentiels : droit aux semences, à la terre, à la protection sociale, à des conditions de vie et de travail dignes...

Notre mobilisation pour de nouvelles règles du jeu

Le 17 avril, nous avons relancé notre **pétition contre les Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest**, qui risquent d'accroître une concurrence inégale entre multinationales et producteurs locaux.

Nous avons pu contacter plusieurs député·e·s européen·ne·s ou français·es pour les alerter sur les dangers que représentent ces accords pour les agricultures familiales et paysannes.

Le 1^{er} juin, nous avons **accueilli comme il se doit les actionnaires du groupe Bolloré**

réuni·e·s en assemblée générale : avec des poissons pourris et d'autres symboles des rivières polluées, des terres accaparées et des violations des droits humains dont le groupe est responsable. Des militant·e·s détenant des actions sont intervenu·e·s pendant l'assemblée pour interpeller Vincent Bolloré.

De juillet à octobre, nous avons milité activement **pour que les demandes de la société civile soient entendues pendant les États généraux de l'alimentation** lancés par le gouvernement français, en rassemblant une cinquantaine d'organisations autour de propositions concrètes... puis en organisant une manifestation de protestation devant le Ministère de l'agriculture.

Nous nous sommes aussi investi·e·s au sein de la *Plateforme Pour une autre Politique Agricole Commune*, pour que l'Union européenne cesse de favoriser l'exportation en masse de produits agricoles vers les pays en voie de développement.

Des résultats encourageants au Sénégal

Depuis 2016, nous soutenons techniquement et financièrement un projet ambitieux piloté par ActionAid Sénégal dans l'est du pays.

Ce projet consiste à renforcer l'autonomie économique et les capacités de plaidoyer des femmes, pour une meilleure répartition des ressources (terre, eau, matériel agricole...) entre hommes et femmes.

Il repose sur une trentaine de *cercles de réflexion-action* d'abord animés par des personnes rémunérées puis par des bénévoles : les femmes d'un même quartier ou d'un même village se réunissent régulièrement pour réfléchir à leurs besoins et chercher ensemble des solutions.

Depuis le début du projet, **plus de 1 800 femmes ont participé à ces cercles d'entraide et obtenu auprès de leurs municipalités des avancées** telles que l'aménagement de parcelles de terrain pour développer des activités maraîchères, l'équipement d'une unité de transformation du fonio* et de plusieurs commerces...

Avec d'autres habitantes de la région, elles ont été soutenues par des formations à de nouvelles activités rémunératrices au sein de jardins-écoles, la mise en place de trois banques de semences, la réalisation d'un diagnostic foncier permettant de défendre leurs droits, et le développement d'associations villageoises d'épargne et de crédit.

* Le fonio est une céréale employée dans de nombreuses recettes africaines.



Sénégal

Bien que les lois sénégalaises promeuvent un égal accès à la terre pour tou-te-s, les femmes peinent à faire valoir leurs droits, dans un contexte de forte tension démographique et foncière.

© Djibril Sow pour ActionAid Sénégal

Publications :



Le droit aux semences : un droit essentiel pour les paysan-ne-s !

Pourquoi et comment défendre le droit des paysan-ne-s aux semences ? Cet argumentaire présente le point de vue des ONG françaises.



Quelles politiques publiques pour promouvoir l'adaptation des agricultures familiales aux changements climatiques ?

Un rapport qui s'appuie sur trois études de cas, au Costa Rica, au Niger et au Vietnam.



Notes de SUD :

- Le droit à l'alimentation : un outil indispensable pour la sécurité alimentaire mondiale (n°3)
- Quelles politiques publiques pour promouvoir l'adaptation des agricultures familiales aux changements climatiques ? (n°4)
- Un commerce équitable pour un soutien efficace aux agricultures paysannes (n°8)

Du local au global

Renforcer, relier et amplifier les combats de celles et ceux qui luttent pour le respect de leurs droits économiques et sociaux : c'est notre ambition ici, en France, et partout dans le monde...

Plaidoyer en France pour davantage de solidarité

Du 18 mars au 11 juin 2017, nous avons pris une part active dans la campagne *Prenons le parti de la solidarité*, menée avec le CCFD-Terre Solidaire, Oxfam et le Secours Catholique-Caritas France auprès des candidat-e-s aux élections présidentielles et législatives françaises.

Parmi les 15 propositions faites aux candidat-e-s pour davantage de solidarité, nationale et internationale, plusieurs résultent de notre plaidoyer. Les militant-e-s des groupes locaux ont diffusé nos propositions, organisé des conférences, rencontré 67 candidat-e-s et participé à 15 réunions publiques. 80 député-e-s ont été élu-e-s en s'étant engagé-e-s sur au moins l'une des 15 propositions de la campagne.

En octobre, nous avons aussi activement contribué à la mobilisation des ONG françaises contre les coupes budgétaires annoncées dans le budget de l'aide publique au développement.

Relations directes

Nos groupes locaux entretiennent des relations directes avec des associations ou des communes en Afrique de l'Ouest, en Amérique Latine et en Asie, dont ils soutiennent des projets dans divers domaines tels que la sécurité alimentaire, l'accès à l'éducation et au micro-crédit.

Le Burkina Faso est le premier pays concerné avec une trentaine de projets : création et développement d'une savonnerie, construction d'une école, alphabétisation des femmes, approvisionnement en eau... Viennent ensuite des partenariats au Sénégal, au Mali et en Haïti, mais aussi en Palestine ou au Cambodge. Ces relations directes sont l'occasion de riches échanges entre les membres des groupes locaux et les habitant-e-s d'une quinzaine de pays.

Au niveau national, nous soutenons aussi un projet au Sénégal pour renforcer le pouvoir économique et politique des femmes dans les zones rurales (plus d'informations en page 14).

Pour un impact mondial

Présente dans 45 pays, la fédération ActionAid est l'une des seules ONG internationales dont le siège ne se trouve pas en Europe ou aux Etats-Unis, mais en Afrique du Sud à Johannesburg. Un choix qui reflète notre souhait de travailler « avec » et non « pour » les personnes qui se battent pour faire respecter leurs droits.

Voici quelques-uns des résultats auxquels ActionAid a contribué en 2017 :

- 330 000 paysan-ne-s se sont formé-e-s à de nouvelles pratiques agricoles pour résister au changement climatique ;
- 90 000 femmes ont amélioré leur accès à la terre et aux autres ressources naturelles dans 23 pays ;
- 1 600 collectivités locales, dans 20 pays, ont répondu positivement aux revendications des habitant-e-s (amélioration des services publics, ouverture de nouveaux bureaux de vote, etc.) ;
- 530 000 personnes frappées par une urgence humanitaire ont reçu une assistance respectueuse de leurs souhaits...

En 2017, la solidarité entre les membres d'ActionAid a permis d'affronter ensemble plusieurs crises majeures.

Crise humanitaire au Bangladesh, avec l'afflux de réfugié-e-s rohingyas fuyant les exactions de l'armée birmane : tous les membres d'ActionAid ont sollicité leurs donatrices et donateurs pour soutenir ActionAid Bangladesh dans l'accueil des réfugié-e-s et la dénonciation des massacres.

Crise politique en Ouganda, au Pakistan et au Cambodge, où l'engagement de nos collègues pour la démocratie et la justice sociale ne s'est pas démenti, malgré la menace de fermeture de leurs bureaux sous des prétextes variés. À chaque fois, les autres membres de la fédération ont plaidé auprès de leurs gouvernements respectifs pour qu'ils exercent une pression diplomatique sur les pays en cause.

Consciente de cette répression accrue contre la société civile, ActionAid International a signé en 2017 la *Charte Civique* avec d'autres ONG comme *Amnesty International* et *Oxfam*, afin d'organiser ensemble la résistance.



Bangladesh

Au Nord du pays, dans la région de Nilphamari, ActionAid Bangladesh interroge régulièrement les habitant·e·s sur la pertinence et la qualité des projets mis en oeuvre avec elles et eux.

© Amiruzzaman pour ActionAid Bangladesh

Vie associative

Des signataires de pétitions aux membres du Conseil National, en passant par les salarié·e·s, les bénévoles et les partenaires d'autres ONG, nous formons une grande chaîne humaine !

Vie militante

En 2017, le nombre de personnes qui suivent les actualités de l'association et les relaient autour d'elles s'est encore accru, avec 150 000 abonné·e·s à notre newsletter, 11 000 abonné·e·s sur Facebook et 2 500 abonné·e·s sur Twitter, ce qui a permis à chacune de nos pétitions en ligne de recueillir plus de 20 000 signatures.

Parmi tou-te-s ces sympathisant·e·s, 4 808 personnes ont soutenu nos actions par un ou plusieurs dons, ponctuels ou réguliers.

Enfin des centaines de personnes ont pris part aux **actions organisées par nos militant·e·s au niveau local ou national, autour de plusieurs temps forts** : journée internationale pour les droits des femmes, interpellation des candidat·e·s aux élections présidentielles et législatives, manifestation du 1^{er} mai, festivals musicaux de l'été, Festival des solidarités...

Pour soutenir et relier toutes ces initiatives, nous avons lancé une newsletter mensuelle, la *Mobilette*, et nous avons aidé le groupe local de Tours à organiser une rencontre de deux jours à laquelle plus de 40 militant·e·s de 10 groupes locaux différents ont participé pour échanger sur leurs projets et leurs idées.

Vie démocratique

Le Conseil National, qui représente les membres d'ActionAid France - Peuples Solidaires et pilote la fédération, s'est réuni cinq fois dans l'année.

Plusieurs séances de travail ont été consacrées à la révision de notre positionnement sur les droits des femmes, à l'amélioration de notre gouvernance et à la préparation de notre stratégie pour les cinq prochaines années. Le résultat de ces réflexions a été soumis au vote et adopté en assemblée générale les 26 et 27 mai 2018.

Le Conseil National, présidé par Birthe Pedersen, se compose actuellement de 16 membres.

Vie de l'équipe

En 2017, notre situation financière nous a contraint·e·s à revoir notre mode de fonctionnement et supprimer 3 postes. L'équipe salariée est à présent formée de 11 personnes, dont 2 volontaires en service civique. Un nouveau directeur a pris ses fonctions en avril 2017.

Une vingtaine de bénévoles nous ont prêté main forte en réalisant les mises sous pli des Appels Urgents et des appels à dons, et en contribuant à l'enregistrement des dons reçus.

Dynamiques collectives

Nous avons maintenu notre engagement au sein des collectifs et réseaux d'ONG liés à nos missions tels que le *Forum citoyen pour la responsabilité sociale des entreprises* ou la *Plateforme paradis fiscaux et judiciaires* (liste en page 22).

Ces collectifs nous ouvrent des espaces de plaidoyer et nous permettent de nouer des alliances pour renforcer l'impact de nos différentes campagnes.

Nous avons aussi multiplié les échanges et collaborations avec les autres membres de la fédération internationale ActionAid, qui se prépare à coordonner une campagne mondiale pour défendre les droits des femmes dans toutes leurs situations de travail.



France

L'assemblée générale de 2017 a réuni une cinquantaine de personnes à Montreuil (93), pour deux jours d'échanges et de réflexion sur l'année écoulée et les nouvelles mobilisations.

© ActionAid France - Peuples Solidaires

Financement de nos actions

Nos comptes de l'année 2017 ont été validés sans réserve par notre commissaire aux comptes*, et approuvés par nos membres en assemblée générale.

Un compte de résultat légèrement déficitaire

En fin d'année 2017, nous avons accusé un déficit de 1 600 €, sur un budget total de 1,2 million.

Les dépenses de missions sociales ont augmenté de 20% par rapport à 2016. Elles correspondent à nos actions de plaidoyer et de mobilisation – enquêtes, interventions publiques, pétitions... – et au soutien financier de nos partenaires au Bangladesh, au Sénégal, en Tunisie...

Des modes de financement complémentaires

Les deux principales sources de revenus de l'association sont les dons et les subventions publiques. Dans un souci de diversification des ressources, nous sollicitons aussi le soutien de fondations qui correspondent à notre charte éthique.

En 2017, nous avons bénéficié d'une subvention versée en 2016 par la *Fondation Charles Leopold Mayer pour le Progrès de l'Homme* (ligne III du tableau des ressources). De nouveaux contacts ont été pris pour l'année 2018.

Zoom sur les subventions reçues

Les subventions que nous avons reçues en 2017 proviennent essentiellement :

- de l'Union européenne, pour 3 campagnes que nous avons poursuivies en lien avec d'autres ONG : *Caddi[E]thique*, *Le Juste Fruit !* et jusqu'au printemps *Justice fiscale* ;
- de l'Agence française de développement pour notre projet de renforcement du pouvoir des femmes avec ActionAid Sénégal, pour notre campagne *De l'invisibilité à l'égalité* des femmes au travail, et pour l'animation d'un espace de collaboration et d'expertise entre les ONG françaises défendant les paysan-ne-s dans le monde (commission agriculture et alimentation de Coordination SUD).

Les autres subventions publiques correspondent à des aides à l'emploi et pour l'encadrement des volontaires en service civique.

Des donatrices et donateurs fidèles

La générosité de nos donatrices et donateurs, dont la moitié nous soutenait déjà il y a 5 ans, ne s'est pas démentie en 2017.

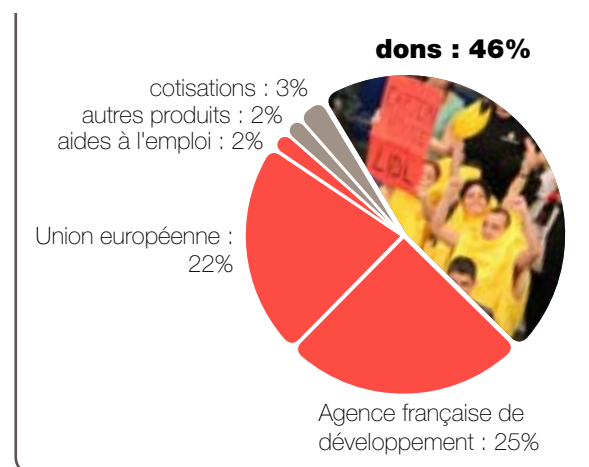
4 808 personnes ont soutenu l'association :

- par des dons ponctuels (chèques et dons par carte bancaire), à hauteur de 190 044 € ;
- et/ou par des dons réguliers en prélèvement automatique, à hauteur de 297 703 €.

Les dons réguliers représentent 61% des sommes reçues en 2017, de la part de 54% des donatrices et donateurs : un gage de confiance qui réduit significativement nos frais de gestion et permet d'anticiper nos actions à moyen et long terme.

À ces dons s'ajoutent les cotisations versées par nos membres, les dons des groupes locaux et des abandons de notes de frais, par exemple lorsque nos bénévoles ont renoncé au remboursement de leurs frais de transport.

Nos ressources en 2017



Répartition des dépenses



* In Extenso Bretagne, 7 av. Ch. Tillon, 35000 Rennes

Synthèse des emplois et ressources

EMPLOIS	
1 - MISSIONS SOCIALES	785 689
Missions sociales réalisées en France	719 790
Missions sociales réalisées à l'étranger	65 900
2 - FRAIS DE RECHERCHES DE FONDS	172 478
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	220 772
I. Total des emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat	1 178 938
II. Dotations aux provisions	27 524
III. Engagements à réaliser sur ressources affectées	63 760
IV. Excédent de ressources de l'exercice	0
TOTAL GÉNÉRAL	1 270 222

RESSOURCES	
1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	503 760
2 - AUTRES FONDS PRIVÉS	0
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	540 813
4 - AUTRES PRODUITS (dont cotisations)	53 933
I. Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat	1 098 505
II. Reprise des provisions	63 074
III. Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	106 987
IV. Insuffisance de ressources de l'exercice	1 656
TOTAL GÉNÉRAL	1 270 222

ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (bénévolat)	49 712
---	---------------

Bilan

ACTIF au 31 décembre 2017	Actif brut	Amortissements et provisions	Actif net	Actif net au 31 déc. 2016
ACTIF IMMOBILISÉ	62 957	54 556	8 401	10 657
Immobilisations incorporelles	18 484	18 484	0	0
Immobilisations corporelles	33 633	29 347	4 286	6 542
Immobilisations financières	10 840	6 724	4 116	4 116
ACTIF CIRCULANT	485 994	13 514	472 480	584 999
Stocks et en cours	0	0	0	0
Créances	244 972	13 514	231 458	199 978
Disponibilités	235 630	0	235 630	385 020
Charges constatées d'avance	5 391	0	5 391	0
TOTAL GÉNÉRAL	548 950	68 070	480 881	595 656

PASSIF au 31 décembre 2017	Passif net	Passif net au 31 déc. 2016
FONDS ASSOCIATIF	184 002	184 682
Fonds propres	285 443	285 443
Report à nouveau	- 102 022	- 140 056
Résultat de l'exercice	- 1656	38 033
Autres fonds associatifs	2 238	1 262
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	101 089	188 432
DETTES et produits constatés d'avance	195 790	222 542
TOTAL GÉNÉRAL	480 881	595 656

Un grand merci !

Merci aux donatrices et donateurs sans qui rien ne serait possible,

Merci aux institutions et partenaires qui ont financé nos projets :

- Agence française de développement
- Union européenne
- Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
- Fondation Charles Leopold Mayer pour le Progrès de l'Homme
- Agence du service civique
- ActionAid Danemark

Merci aux professionnels qui nous ont appuyé gracieusement :

- photographes Eros Sana (Collectif Œil) et Kasia Streck,
- Alliance des avocats pour les Droits de l'Homme : cabinets d'avocats AARPI, Arps, Dentons Europe, Meagher & Flom LLP, Skadden et Slate

Merci aux associations et organisations qui ont partagé nos luttes,*

Merci aux militantes et militants, signataires, bénévoles, élues et élus qui donnent du pouvoir à nos mobilisations,

Merci à nos partenaires, défenseuses et défenseurs des droits humains dont le courage nous inspire chaque jour.

* ActionAid France - Peuples Solidaires fait notamment partie des collectifs :

- Alliance globale pour la justice fiscale
- Alliance pour un traité encadrant les multinationales (Treaty Alliance)
- Campagne mondiale contre l'impunité des multinationales (Campaign to Dismantle Corporate Power)
- Collectif citoyen français contre les accaparements de terres
- Collectif Ethique sur l'étiquette, membre du réseau européen Clean Clothes Campaign
- Collectif national Stop TAFTA contre les traités de libre-échange transatlantique
- Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID)
- Coordination solidarité, urgence et développement (Coordination SUD)
- Ekta Europe : réseau européen de soutien au mouvement indien Ekta Parishad
- Forum citoyen pour la responsabilité sociale des entreprises
- Forum mondial de la banane
- Groupe interministériel français sur la sécurité alimentaire (GISA)
- Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire
- Plateforme paradis fiscaux et judiciaires
- Plateforme Pour une autre Politique Agricole Commune
- Plateforme Genre et développement du Ministère des affaires étrangères
- Réseau européen d'action sur la banane et autres produits agro-industriels (EUROBAN)
- Tourmons la page pour une transition démocratique en Afrique

Nous tenons à remercier les collectifs et les associations avec qui nous avons collaboré en 2017 : Amnesty International, Attac, BananaLink, CCFD-Terre Solidaire, Comité Français pour la Solidarité Internationale, Fair[er] un monde équitable, Les Amis de la Terre, Oxfam, Secours Catholique - Caritas France, Sherpa...



Bulletin de solidarité

À retourner à : ActionAid France - Peuples Solidaires, 10 quai de Richemont, 35 000 Rennes

Nom : Prénom :

Adresse postale :

Courriel :@.....

Je joins un chèque à l'ordre d'ActionAid France - Peuples Solidaires, de :

20 € 45 € 60 € 120 € €

Merci pour votre soutien !

En nous apportant votre soutien, ce sont les droits humains que vous contribuez à faire progresser partout dans le monde. Vos dons ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu de 66% de leur montant.

Les informations que vous nous transmettez nous permettent d'établir votre reçu fiscal annuel et de vous informer sur l'usage de vos dons. Elles ne sont pas transmises à d'autres organismes.

Vous disposez du droit d'accès, de rectification et de suppression des informations vous concernant, en écrivant à ecrire@peuples-solidaires.org ou en appelant au 02 99 30 60 53.

ActionAid France - Peuples Solidaires

Rapport annuel 2017

Relations signataires et donateurs-donatrices :

10, quai de Richemont - 35 000 Rennes

02 99 30 60 53

ecrire@peuples-solidaires.org

Relations presse et siège social :

47 avenue Pasteur - 93 100 Montreuil

01 48 58 21 85

www.actionaid.fr

ActionAid France - Peuples Solidaires est une association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des dons et legs.